

**JUSTICE AND PAIX** -Ceux qui paient des taxes aimeraient voir leur argent bien dépensé, particulièrement en temps de crise économique et de mesures d'austérité. Maintenant considérez ceci : l'UE continuera à soutenir la production d'agro-carburants qui feront grimper les factures de nourriture dans le monde entier, stimuler l'accaparement de terres, empirer la qualité de l'air autour du globe et augmenter la faim et la pauvreté en Afrique et dans les autres nations en voie de développement. Pour cette politique, les états membres de l'UE ont accordé une moyenne de 6,2 milliards d'euros par an à l'industrie des agro-carburants. Cependant il n'y a pas de signe de réformes nécessaires dans un proche avenir ...

Jusqu'à présent une réforme de cette politique semble bien éloignée : le vote du Parlement Européen (PE) sur la politique des agro-carburants de l'UE a produit un texte qui augmentera, en fait, la consommation d'agro-carburants dans les transports routiers. Le Parlement Européen a proposé de « limiter » l'usage d'agro-carburants, issus de cultures alimentaires et énergétiques, dans le secteur des transports de l'UE à 6%, ce qui est plus élevé que le niveau actuel de consommation de 4,7%. Ceci signifie que l'industrie des agro-carburants aura besoin de **2 millions d'hectares** supplémentaires de terres arables pour atteindre cette « limite ». Il est clair que ceci augmentera la pression sur la terre, en exacerbant le phénomène **d'accaparement de terres** en Afrique.

A présent, la politique de l'UE pour les agro-carburants est en cours de discussion au niveau du Conseil des Ministres. Cependant, la plupart des états membres sont opposés à ce qu'on ne fixe aucune sorte de limite à la consommation d'agro-carburants, ce qui donnerait champ libre à l'agro-industrie pour détourner encore plus de terres arables vers la production d'agro-carburants. Déjà en mars 2013, une majorité d'états membres était opposée à la limitation d'agro-carburants, en ignorant l'évidence croissante des effets nuisibles des agro-carburants sur les prix des aliments, l'accès à la terre et la biodiversité. On n'attend pas de décision avant les élections du PE de mai 2014, ce qui va probablement retarder une décision finale de plus d'un an. Ceci signifie que l'agro-industrie peut continuer "les affaires comme toujours" pour au moins une année supplémentaire et, dans l'état actuel des choses, une décision finale pourrait être plus adaptée à l'intérêt de l'industrie, au moins à court terme. Le délai est un mauvais signe pour la population africaine qui souffre des conséquences de la production d'agro-carburants.

Pourquoi cette politique n'est-elle pas utile pour les citoyens européens et africains ? En plus de la pression accrue sur la terre africaine, un autre impact nuisible de la politique des agro-carburants est qu'elle fait monter les **prix mondiaux des denrées alimentaires**. La demande de matières premières pour les agro-carburants (feedstock) fait croître la demande générale d'aliments et réduit l'approvisionnement en aliments de subsistance : ces deux effets augmentent notablement les prix des denrées alimentaires. Les effets des agro-carburants sur les prix des denrées alimentaires ont aussi été largement reconnus par plusieurs organisations internationales et elles ont demandé aux gouvernements d'abandonner les mandats sur les agro-carburants. L'industrie a ignoré cette loi fondamentale de l'offre et de la demande et elle s'est cachée derrière le fait qu'il n'y avait pas de données exactes sur les augmentations de prix provoquées par la demande d'agro-carburants. Cependant, il est sûr de dire que les prix des denrées alimentaires n'ont pas diminué depuis 2008 et que les bio-carburants contribuent à des prix plus élevés pour la nourriture. Ainsi cette politique fait du tort aux consommateurs du monde entier et en particulier aux plus pauvres, qui dépensent la majeure partie de leur budget pour la nourriture. C'est particulièrement troublant pour les nations d'Afrique qui n'ont pas de sécurité alimentaire.

Un autre impact négatif de la production d'agro-carburants est ce qu'on appelle "**changement indirect d'usage de la terre (CIUT)**" :

quand des terres agricoles qui étaient auparavant utilisées pour la culture de produits alimentaires sont converties pour la production d'agro-carburants, les fermiers doivent défricher de nouvelles terres pour produire leur nourriture. Dans ce but, des zones riches en biodiversité comme des forêts tropicales et des zones humides ont été défrichées, ce qui augmente les émissions de CO<sub>2</sub> et, en même temps, réduit la biodiversité de notre planète. A côté de ces agro-carburants, on produit à grande échelle des plantations en monoculture qui font un usage intensif de produits chimiques. Par conséquent, plusieurs agro-carburants ont une grande consommation énergétique ('empreinte de carbone'), plus grande en certains cas que celle de carburants fossiles. Ceci contredit l'objectif principal de la politique d'agro-carburants de l'UE : réduire les émissions.

Lorsqu'une politique est environnée de tant de doutes au sujet de la réalisation de ses objectifs, les politiciens devraient agir avec précaution au lieu de financer aveuglément une politique qui échoue. De plus, étant donné l'évidence croissante de l'impact nuisible de cette politique, spécialement pour les pays en voie de développement, une **réforme** est nécessaire. Réformer cette politique requerrait des limites plus fortes et régressives des agro-carburants basés sur la terre, avec l'objectif d'éliminer ces agro-carburants par étapes. En même temps les décideurs devraient commencer à penser à diminuer partout la consommation d'énergie pour s'occuper effectivement du changement climatique. Des formes moins polluantes de transport, comme les transports publics, la bicyclette, la marche, le covoiturage, le partage de voitures et les voitures électriques devraient être promues de plus en plus par les décideurs de politique. Egalement, consommateurs et producteurs devraient être rapprochés par la promotion de la consommation de produits locaux, ce qui réduirait notablement le carburant brûlé pour l'importation de nourriture. Il est temps de cesser de brûler de la nourriture en Europe pendant que des millions de personnes sont affamées dans le monde !

*Gino Brunswijck Conseiller politique*

<http://www.aefjn.be>

*Publié: 17/10/13*